

On se plaindra moins, cet été, de la pollution par l'incinérateur

par Louis TANGUAY

Les citoyens de Limoilou donnent vraisemblablement aux autorités de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) un répit jusqu'à l'automne, avant d'intensifier leurs pressions pour faire cesser la pollution attribuée à l'incinérateur.

C'est du moins ce qui ressort des commentaires émis de part et d'autre, hier, à la suite d'une rencontre entre le président du comité exécutif de la CUQ, M. Armand Trottier, et cinq représentants du Mouvement environnement Limoiou (MEL) dirigés par leur président, M. Raymond Pageau.

En se disant prêt à recommander une telle trêve, M. Pageau a surtout insisté sur l'assurance qui leur a été donnée que le problème de pollution sera réglé de 80 à 90 pour cent au cours des six ou sept prochaines semaines et que toute pollution serait enrayée au début de l'automne.

M. Trottier s'est pour sa part montré heureux de l'attitude adoptée par les représentants du MEL.

Ils ont compris, dit-il, que la CUQ ne pourrait pas fermer l'incinérateur sans créer des problèmes de pollution ailleurs.

Ils ont aussi constaté les efforts déployés pour maîtriser la situation et l'impossibilité d'interrompre le fonctionnement des fours pendant la période de rodage.

M. Pageau a pour sa part dit croire que le problème est en train de se régler et qu'il faut pour cela donner une chance aux dirigeants de la CUQ

en retardant d'au moins six ou sept semaines le recours à tout moyen de pression.

Mais, dit-il, ces mesures seront gardées en réserve pour le cas où les assurances données, hier, ne seraient pas réalistes.

Si, à l'automne, les améliorations en question n'apportent pas les résultats escomptés, les moyens de pression, y compris le recours à une injonction, pourraient alors être servis à la CUQ, mais sans avertissement cette fois-là.

Vis sans fin

M. Trottier a d'autre part affirmé, hier, qu'une partie de l'équipement dépolluant a déjà été commandée.

Il s'agit de vis sans fin destinées à recueillir les particules de suie à la base des électro-filtres.

Un premier de ces appareils doit être installé sur le four numéro un et trois autres seront commandés pour les autres fours si les résultats sont jugés satisfaisants.

Par la suite, il faudra ajouter des appareils supplémentaires de contrôle et de régulation dans la base de la cheminée.

Conseillers

D'autre part, juste avant la rencontre d'hier, le Mouvement environnement Limoiou avait envoyé aux trois échevins du quartier, MM. J.-Paul Pelletier, J.-A. Charland et Jos J. Coulombe, une demande d'appui des démarches entreprises par le groupe.



L'autoroute de la Beauce attend le pavage.

\$4 millions pour asphalter 17 milles de l'autoroute de la Beauce

par Paul-Henri DROUIN du bureau du Soleil

SAINT-JOSEPH — Il en coûtera pas moins de \$4 millions et demi pour les frais d'asphaltage du premier tronçon de l'autoroute de la Beauce (73), d'une longueur d'environ 17 milles, entre le pont Pierre-Laporte et la municipalité de Saint-Maxime de Scott, dans le comté de Beauce-Nord.

En communiquant ces renseignements, M. Gaston Meunier, directeur régional pour la région 3-2 au ministère des Transports, a fait remarquer "qu'il est probable que les travaux d'asphaltage du premier tronçon de l'autoroute de la Beauce soient complétés pour l'automne 1976".

Il en sera ainsi, a ajouté M. Meunier, "à moins d'un retard dans l'exécution des travaux de cette future autoroute dans le secteur entre Saint-Isidore et Saint-Maxime de Scott.

Les travaux avancent à pas de géant et comme l'a souligné M. Gaston Meunier, "il n'y a que le mauvais temps qui pourrait empêcher que cette voie rapide soit achevée jusqu'à Saint-Maxime de Scott, à l'automne 1976".

De futurs contrats permettront d'ériger bientôt un système d'éclairage à la hauteur de l'échangeur sud du pont Pierre-Laporte, à Saint-Romuald d'Étchemin et Charny, puis d'y installer la signalisation autoroutière entre Saint-Nicolas et Saint-Maxime de Scott.

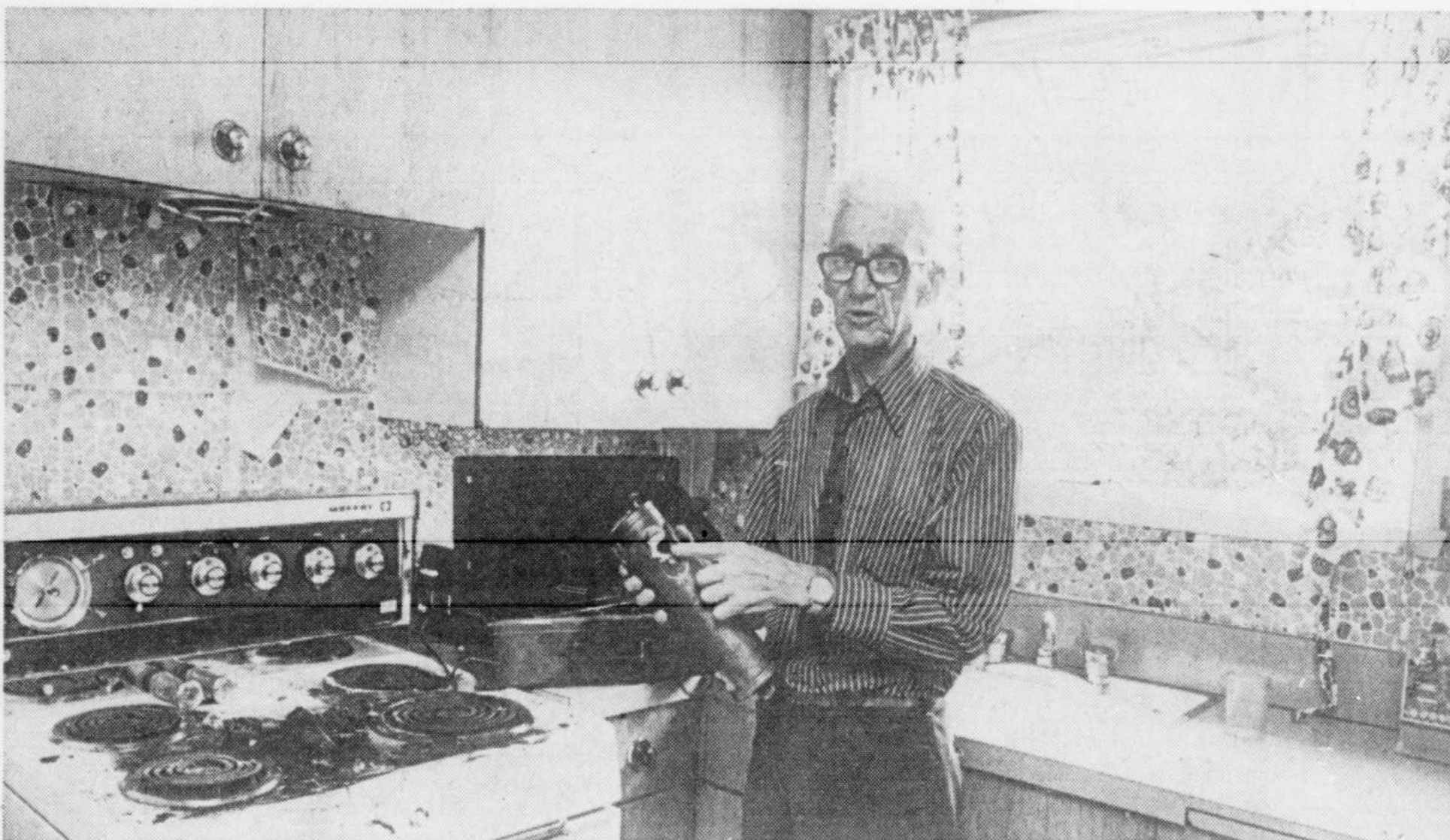
De plus, on prévoit compléter d'autres travaux prochainement notamment l'érection de deux structures au-dessus de la route 173-A, à Scott-Jonction où une "bouche de raccordement" permettra de relier le boulevard Kennedy à l'autoroute de la Beauce.

Le coût

Pour la construction du premier tronçon de l'autoroute de la Beauce, entre le pont Pierre-Laporte et la municipalité de Saint-Maxime de Scott, le gouvernement du Québec dépensera plus de \$40 millions et il en coûtera de \$75 à \$80 millions pour le deuxième tronçon de cette voie rapide entre Saint-Maxime de Scott et Saint-Georges de Beauce.

A savoir quand débiteront les travaux du deuxième tronçon de l'autoroute de la Beauce, d'une longueur de 32 milles, le porte-parole du ministère des Transports, M. Gaston Meunier, a déclaré "que pour le moment, il ne pouvait pas se prononcer, en raison des restrictions budgétaires du gouvernement".

On rappelle qu'au départ, le premier tronçon de l'autoroute 73 n'avait été prévu que pour Scott-Jonction, à l'automne 1976, mais à la suite des démarches entreprises par le député Denis Sylvain, le ministère des Transports avait décidé d'accélérer les travaux jusqu'à Sainte-Marie, ce qui ne se produira pas, avant 1977.



M. Lepage nous montre ici la bonbonne de naphte qui a fait sauter sa cuisine.

Le Soleil, Roland Marcoux

Manquer d'électricité, c'est pas commode!

par François MARQUIS

Les coupures d'électricité amènent parfois des problèmes inattendus. C'est ainsi que M. et Mme Gérard Lepage, de Place Nobel, à Charlesbourg, se sont fait "flamber" leur cuisine hier midi.

Du naphte

Une bonbonne de naphte a été laissée sur la cuisinière au cours de la panne, là où l'une des clés de cuisson était restée ouverte. Au retour de l'électricité, le naphte a réagi selon son tempérament et ravagé la cuisine. Même les rideaux ont rétréci de 50% sous l'effet de la chaleur.

Le plafond, fait de matrières solides, a été soulevé de plus d'un pouce et il y a des dégâts partout dans la maison. Peu après son arrivée, M. Lepage a manifesté son indignation: "Je vais actionner l'Hydro-Québec"! Fort heureusement, la maison était déserte au moment de l'explosion.

Congélateurs menacés

Pendant ce temps à place de Verneuil, à Charlesbourg, M. et Mme Adrien Verret ont dû acheter une génératrice

coûtant plus de \$500, afin de sauver leur stock de viande et autres aliments congelés. Le petit moteur, qui cassait les oreilles des voisins, ne pouvait activer qu'un appareil à la fois. Les Verret ont donc perdu du poisson et des fruits.

Quand le réfrigérateur a dégelé, il a inondé le parquet de leur cuisine. Avec les nuits fraîches, il a fallu dormir au sous-sol. Il paraît que de nombreux voisins ont connu le même problème. Mme Verret se scandalise de ce qu'une "poignée d'individus puisse tenir ainsi en otage toute une population."

Pannes réparées

Pendant ce temps M. Soucy, opérateur de district de l'Hydro-Québec pour la région de Québec, a informé LE SOLEIL que toutes les pannes ayant touché la région de Québec depuis vendredi dernier, sont réparées.

POMPES
VENTE ET REPARATION
TOUTES MARQUES
POMPES IND. STE-FOY
1830 G. BOUL. HAMEL, STE-FOY
872-5622

La compagnie n'était quand même pas au bout de ses peines, hier soir, lorsqu'un orage a créé des problèmes dans les districts de Donnacona, de St-Agapit et de St-Prosper. A ce dernier endroit, un gros arbre est tombé sur des fils électriques.

Grèves rotatives

Alors que les monteurs de lignes et dépanneurs de la région de Québec sont re-

turnés au travail hier, les syndiqués des régions de Manicouagan, Abitibi, Matapédia, Saguenay et Richelieu ont quitté le travail.

Les heures des arrêts de travail ont varié dans chacune des régions touchées par la grève rotative des travailleurs de l'électricité.

Amendes

Les treize employés de

TON TOIT COULE?
ESTIMATION GRATUITE
AQUILON CONS. INC.
COUVREUR - 849-5608

Robert Coulombe
CHIROPRA TI CI EN
705 EST. BOUL. CHAREST
QUÉBEC 2
TEL. 522-1297
628-0307

Service d'Optique
Blite
RAYON D'OPTIQUE
ET D'OPTOMETRIE
Détailants opérant en vertu de la Loi
des optométristes et opticiens de la
province de Québec.
Place Laurier, Ste-Foy 653-8396
2, Édifice Place Québec 529-5883
Gare Centrale d'Autobus 529-4655
Galeries Chagnon, Lévis 833-1322

l'Hydro-Québec qui ont été impliqués en rapport avec des actes de vandalisme commis à Thetford Mines le 27 avril dernier, ont écopé des amendes totalisant \$2,900. Le juge Roch Lefrançois les a tous condamnés, vendredi dernier, à une pénalité de \$200, après qu'ils eurent admis leur culpabilité. Cette

peine s'ajoutait à une ordonnance de probation d'un an et aussi, pour l'un d'entre eux, à une amende spéciale de \$300 pour avoir déversé 37 gallons d'essence.

Ces incidents seraient reliés au conflit qui sévit présentement dans les secteurs public et para-public.

LIQUIDATION DE LINGERIE D'ETE

de 0 à 6 ans X

30% DE REDUCTION SUR

**COSTUMES DE BAIN
BARBOTEUSES
PYJAMAS
ROBES**

**HABITS
SALOPETTES
PANTALONS
GILETS, ETC.**

LE PETIT PATACHOU
1195, 1^{re} Avenue, Limoilou, Qué.

Crédit Foncier
Fondé en 1880
Actif supérieur à \$800 millions

Obligations de 5 ans

Minimum \$500

10 1/4%

Intérêts payés semi-annuellement mensuellement (Minimum \$5000) ou composés et payés à échéance

10 1/2%

Intérêts payés annuellement

Québec: 1135, Chemin St-Louis
(418)681-0277 (Mme L. Brulotte)
Frais virés acceptés

Halifax, Montréal, Québec, Ottawa, Toronto
London, Winnipeg, Regina, Saskatoon,
Edmonton, Calgary, Vernon White Rock
Vancouver, Victoria.

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec



Nouvelle demande

Une demande a été présentée hier à Fredericton, pour obtenir un autre délai concernant l'exécution de Richard Ambrose et de James Hutchison, qui doivent être pendus tôt vendredi pour le meurtre de deux policiers de Moncton, au Nouveau-Brunswick, en décembre 1974. Ambrose, que l'on voit à gauche, en compagnie de son comparse, apparaissent ici lors de l'audition d'un appel, en mai 1975.

Six détenus concernant un vol de \$12,500, à St-Raymond de Portneuf

par Tom FRECHETTE

Une enquête menée par la Sûreté du Québec a abouti à la récupération de butin volé pour une valeur de plusieurs milliers de dollars et à l'arrestation de six individus, tous demeurant à Saint-Raymond de Portneuf.

Le poste de l'endroit avait été saisi d'une plainte en provenance d'une maison de commerce locale. Le personnel du magasin Dion-TV avait rapporté au début du mois la disparition d'appareils électriques comme des télévisions, des radios, des stéréos, le tout évalué à environ \$12,500.

A la suite d'un travail laborieux, des agents de la SQ réussissent à trouver une partie du matériel volé dans un boisé situé en bordure du rang Bourg-Louis, près de Saint-Raymond.

Relativement à ce méfait, les policiers appréhenderont six personnes, dont une d'âge mineur. Les inculpés sont présentement détenus au quartier général de la SQ en attendant leur comparution au palais de justice de Québec.

L'enquête de la SQ se poursuit encore pour tenter d'élucider certains autres vols par effraction commis à Saint-Raymond, dont un vol à main armée.

Pensez d'abord aux clôtures Frost

Pourquoi? Parce que Frost est synonyme des meilleures clôtures à mailles de chaîne. Depuis les vingt dernières années, un quart de million de propriétaires canadiens jouissent de leurs qualités: mailles à chaîne en acier résistant, cadre tubulaire à haute résistance et installation par des experts. Les clôtures Frost sont également associées à un choix judicieux de finis galvanisées ou vinylique vert ainsi qu'à une protection durable pour votre propriété. Mais Frost c'est plus encore. C'est pourquoi plus de Canadiens achètent la clôture Frost. Communiquez avec le bureau de vente de la Frost et vous aussi comprendrez pourquoi.

Estimation gratuite sans obligation de votre part.

524-5291



Cardinal présente le plus fantastique cadeau à offrir pour la Fête des Pères.

TELSTAR™ \$59.99

Tellement NOUVEAU qu'il ne figure pas encore au catalogue Cardinal.

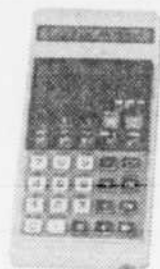


Le jeu qui fera sensation, cette année! Il s'agit d'un système vidéo entièrement nouveau que vous pourrez brancher sur votre appareil de télévision en quelques minutes. Il permet de jouer trois sports différents sur l'écran du téléviseur: tennis et hockey de compétition avec deux joueurs et handball, qui se joue individuellement. Il offre le choix de trois calibres de compétition: débutant, intermédiaire et professionnel. Tout en jouant, vous entendrez les effets sonores et vous verrez apparaître le pointage automatiquement. Un commutateur permet de rebrancher facilement la réception de télévision. C'est le cadeau idéal pour le papa idéal... un cadeau qui permettra à toute la famille de vivre des moments excitants!

6 piles "C" non comprises
Adaptateur AC de 9 volts livrable: \$5.99

Le téléviseur présenté ici est un SANYO NOIR ET BLANC DE 20".
Prix de détail suggéré: \$229.95
Prix Cardinal: **\$169.95**

Vous pouvez compter sur ces cadeaux... pour faire plaisir à papa, à la Fête des Pères.



Calculatrice scientifique à 29 opérations SEULEMENT **\$29.95**



Calculatrice à 8 opérations SEULEMENT **\$16.75**



Cardinal
Salle d'exposition et magasin à rayons

Pour obtenir d'autres idées de cadeaux pour la Fête des Pères, consultez le catalogue du printemps Cardinal, pages 34 et 35.

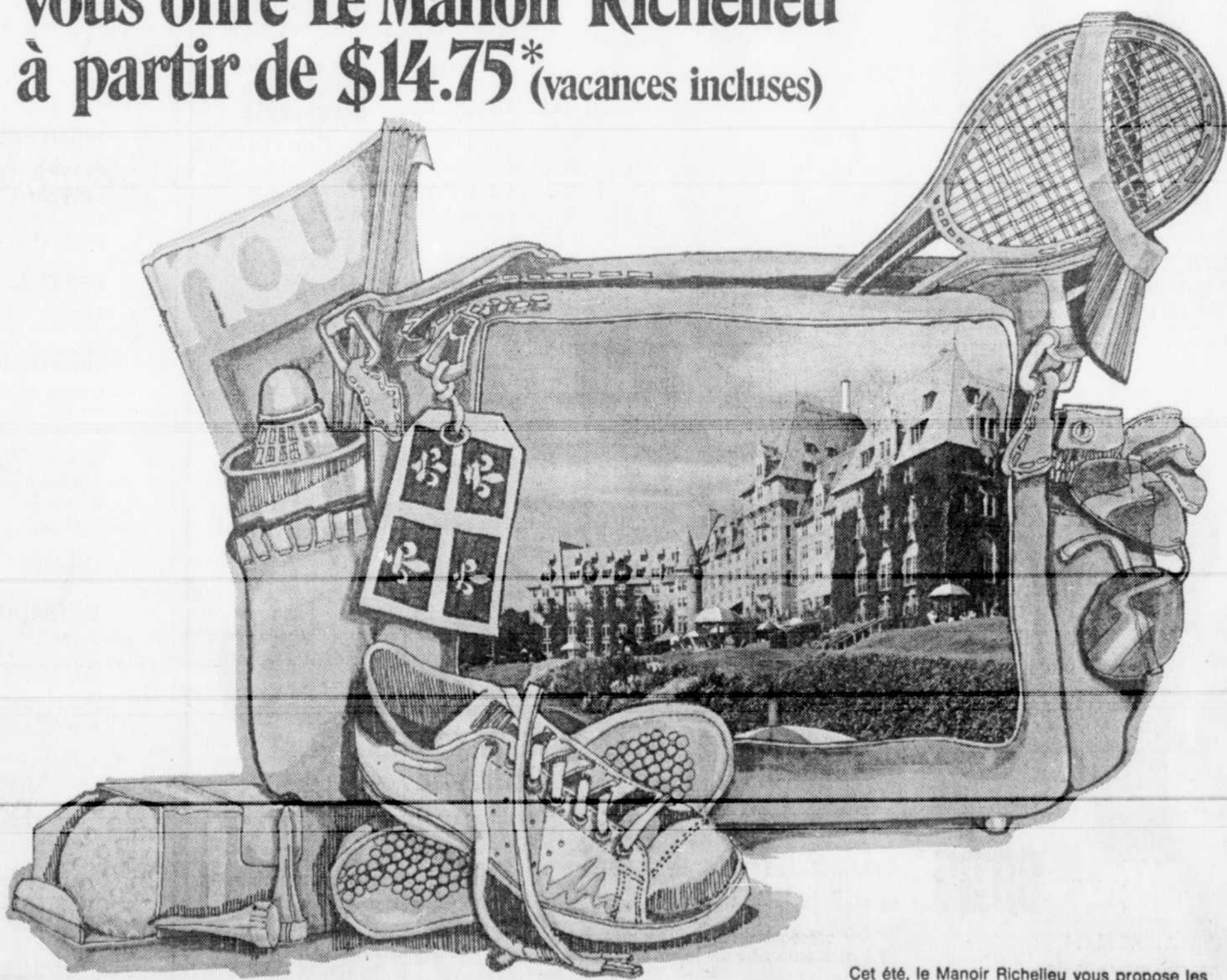
Ville de Québec
Galeries de Canardière, boul. Sainte-Anne
Galeries Charlesbourg
Centre d'Achats Place Laurier
Les Cantons de l'Est
Granby - Les Galeries de Granby,
40, rue Evangéline
Sherbrooke - Carrefour de l'Estrie et
101, rue Frontenac
Drummondville - 400, boul. Saint-Joseph
Shawinigan
Plaza de la Mauricie

Montréal (ouest)
Centre d'Achats Ile-Perrot,
101, boul. Cardinal-Léger
Centre d'Achats West Island Mall
Centre d'Achats Dorval Gardens
Plaza Newman, LaSalle
5737 ouest, rue Sherbrooke, au coin de Wilson
Mail Cavendish
Centre d'Achats Wilderton
11847, boul. Laurentien, près de Salaberry
Plaza Alexis-Nihon

Montréal (est)
Centre d'Achats Repentigny, 171, boul. d'Iberville
Place Bourassa
4485 est, rue Jean-Talon, près de Pie IX
900 est, rue Saint-Zotique,
au coin de Saint-André
Place Frontenac, 2600 est, rue Ontario,
au coin du Havre
Laval
Centre d'Achats Saint-Martin
Carrefour Laval
Centre d'Achats Duvernay, boul. de la Concorde

Rive-Sud
Centre d'Achats régional de Chateauguay
Centre d'Achats Greenfield Park
Place Jacques-Cartier,
chemin Chamby, Longueuil
Les Laurentides
Saint-Eustache - 406, boul. Sauvé
Centre d'Achats Sainte-Thérèse,
300, boul. Sicard
Saint-Jérôme - Place Lafontaine,
St-Georges, au coin de boul. Labelle
Sept-Îles
Place des Cormiers, boul. Lauré

L'AUBERGE DES GOUVERNEURS vous offre Le Manoir Richelieu à partir de \$14.75* (vacances incluses)



Cet été, le Manoir Richelieu vous propose les EXTRA-VACANCES: détente abusive et action passionnée! Golf, tennis, équitation, piscine, verdure, oxygène et haute-cuisine! Disco-bar vaporeux et spectacles plein la vue!

Réservez dès maintenant l'une de nos 350 chambres donnant sur le Saint-Laurent ou les Montagnes de Charlevoix.

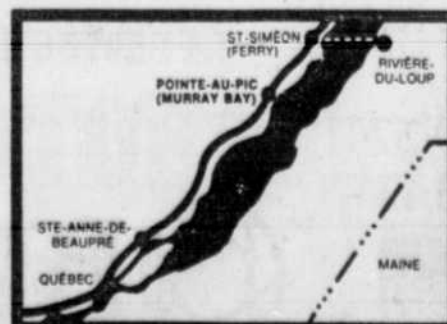
AUBERGE DES GOUVERNEURS

Mettez le doigt sur la détente!
RÉSERVEZ SANS FRAIS: 1-800-463-2820

QS
Veuillez me faire parvenir votre dépliant illustré au sujet des EXTRA-VACANCES au Manoir Richelieu.

NOM _____
ADRESSE _____
TÉL.: RÉS. _____ BUREAU _____
VILLE _____ PROVINCE _____

Faites parvenir ce coupon à: AUBERGE DES GOUVERNEURS
C.P. 9580, Ste-Foy, Québec



* \$14.75 par personne, par jour, pour une chambre en occupation double.

La SDI a réduit son aide financière de 12%

par Jean-Paul GAGNE
envoyé spécial du Soleil

MONTREAL — La valeur de l'aide financière consentie par la Société de développement industriel du Québec a diminué de 12 p.c. en 1975-76 pour atteindre \$63,5 millions, mais le nombre d'entreprises aidées est passé de 147 à 193.

En rendant public hier, le dernier bilan de la SDI, le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, s'est dit "pleinement satisfait" des résultats puisque la société d'Etat a disséminé son aide à un plus grand nombre d'entreprises manufacturières.

Le ministre a révélé que la SDI n'a pas, contrairement aux années antérieures, fourni de gros montants pour de gros projets. En 1974-75 par exemple, la société avait fourni \$18 millions à Sidbec pour un projet d'investissement de plus de \$200 millions.

Alors que cette année-là, la SDI

avait généré des projets de \$429 millions, ils n'ont été pour l'exercice terminé le 31 mars 1976 que de \$183 millions.

Ces données de la cinquième année d'exercice de la SDI ont porté à 1.200 le nombre total des dossiers d'aide de la société d'Etat, à \$290 millions l'aide totale accordée sous diverses formes et à \$1 milliard la somme globale des investissements réalisés par les entreprises aidées.

Provision pour pertes

Le bilan de la SDI révèle par ailleurs un déficit de \$445,945 comparativement à un surplus de \$3,861,426 pour l'exercice antérieur.

Ce déficit est dû essentiellement à la provision pour pertes de plus de \$5 millions que la société a inscrite dans son bilan au cas où l'avenir de certaines entreprises déjà en difficulté deviendrait fatal pour la SDI.

Le président directeur général

de la SDI, M. Jean Labonté, a révélé qu'une somme de \$3 millions avait été inscrite à ce titre pour une entreprise de fabrication de semi-conducteurs et il a même ajouté qu'une cinquantaine d'entreprises clientes de la société connaissent présentement des difficultés.

A part ce côté plutôt sombre des activités de la SDI, il ne semble pas non plus que cette dernière ait une connaissance précise de l'état de santé des entreprises qui figurent dans ses dossiers d'aide.

En explication, le PDG de la SDI a souligné le manque de temps et le trop faible nombre des analyses chargées de l'étude des 1.200 dossiers actifs de la société et le ministre Guy Saint-Pierre a de son côté, révélé qu'il a déjà demandé à ses fonctionnaires de faire des recherches sur l'action de la SDI et qu'il n'était pas impossible qu'il ait éventuellement recours à des ex-

perts de l'extérieur pour accomplir un travail similaire.

Quatre programmes

La SDI a ajouté au cours du dernier exercice un programme d'aide dans le but de favoriser l'exportation de produits manufacturés par les petites entreprises. Treize sociétés ont bénéficié d'aide dans le cadre de ce programme, dont onze prises en charge d'une partie du coût d'emprunts, une garantie de prêt et un prêt au taux du marché pour une somme totale de \$2,6 millions.

Le plus gros programme de la SDI a continué d'être celui de l'aide à l'entreprise innovatrice qui fait appel à de la technologie moderne dans le but de fabriquer un bien de conception nouvelle. Le nombre des entreprises aidées a atteint 193 au lieu de 141, l'année précédente et les sommes engagées furent de \$47,2 millions, comparativement à \$53,5 millions.

De ce nombre, neuf interventions étaient des souscriptions au capital-actions pour une valeur totale de \$5,5 millions et 144 étaient des prises en charge d'une partie du coût d'emprunt pour des engagements de \$25,6 millions. Ce programme a donné lieu à la création de 4,748 emplois.

Le programme d'aide au regroupement des entreprises a permis la réalisation de 29 projets d'aide au lieu de 15 et l'engagement de fonds pour un montant de \$9,1 millions en regard de \$3,9 l'année précédente. Les principaux secteurs aidés dans ce domaine ont été ceux des boulangeries, du matériel de transport et des habitations préfabriquées.

Enfin, le programme d'aide financière à l'entreprise qui est dans l'incapacité d'emprunter ailleurs a favorisé la réalisation de 22 projets commandant des investissements de \$4,6 millions et créateurs de 382 emplois.

Il s'agit dans ce dernier cas d'une baisse appréciable sur les résultats de ce programme l'an dernier (40 projets, \$15,7 millions d'investissements et 528 emplois) et le ministre l'a expliqué par la volonté gouvernementale de compresser les dépenses et le ralentissement de l'activité économique.

Régions

Au niveau des régions, c'est celle de Montréal qui s'est accaparée la part du lion avec la réalisation chez elle de 145 interventions sur un total de 257. La région de Québec est en deuxième place avec 61 interventions et Trois-Rivières en a connu 28.

Les régions éloignées ont continué d'être traitées en marginales, le Bas-St-Laurent et la Gaspésie recueillent quatre interventions, l'Outaouais, une, le Nord-Ouest québécois et la Côte-Nord, deux chacune.

"Le Creuset" investirait \$5 millions à Montmagny

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — Après avoir marqué le pas pendant plusieurs années dans le développement industriel, Montmagny aurait de fortes chances d'obtenir l'implantation d'une industrie relativement importante.

Il s'agit d'une usine de fabrication de batteries de cuisine en fonte émaillée pouvant créer au départ quelque 200 nouveaux emplois, et le double en quelques années, que projette d'établir au Canada l'entreprise française "Le Creuset SARL".

Le ministre responsable de l'application de la loi sur l'examen de l'investissement étranger, M. Don Jamieson, a annoncé, le 3 juin, qu'une proposition faite en ce sens par la compagnie française satisfierait aux critères de bénéfice réel du Canada et avait été approuvée.

Une demande de subvention en vertu de la législation d'incitation industrielle et d'aide à la création de nouveaux emplois a été logée auprès du ministère de l'Expansion économique régionale, mais la décision gouvernementale et le montant de l'éventuelle participation ne sont toutefois pas encore connus.

Par ailleurs, selon l'hebdomadaire "Le Peuple-Courrier de la Côte-du-Sud", la future entreprise impliquerait un investissement de

l'ordre de \$5 millions et la nouvelle usine serait aménagée dans le parc industriel de Montmagny, près de l'actuelle manufacture de textile de Dionne Spinning Mills.

Une réalisation possible

Le directeur général du Conseil économique de Montmagny, M. Eugène Weemaes, a confirmé, hier, au SOLEIL que des représentants de la compagnie française ont passé une grande partie de la semaine dernière à Montmagny.

Il a par contre précisé que si le projet industriel s'annonce possible et d'envergure, il était encore trop tôt pour citer des chiffres précis, ou parler d'une décision finale de la compagnie "Le Creuset".

"Ca se travaille bien fort, et on espère bien que ça va se réaliser, cette fois", s'en est-il tenu à déclarer, en remarquant qu'il est bien difficile d'avancer des prévisions d'investissement ou de création d'emplois, à ce stade-ci, étant donné qu'à sa connaissance les plans de l'usine et de la machinerie ne seraient pas encore préparés, ou du moins complétés.

A Montmagny, toutefois, l'éventualité d'une telle implantation industrielle suscite de nouveaux espoirs économiques, malgré les cuisants échecs essayés dans les tentatives des dernières années pour freiner une longue période de stagnation et même de pénible dégradation industrielle.

En décembre 1975, dans un rapport d'étude sur "les perspectives de développement économique de la ville industrielle de Montmagny", la Centrale des syndicats démocratiques signalait que Montmagny avait subi 24 fermetures d'usines, depuis 1953, avec le résultat d'un chômage élevé et d'une désaffection de ses jeunes.

On se rappellera que cette ville avait été particulièrement frappée, en décembre 1971, par la fermeture de la filature Chemcell Ltée et la mise à pied de 435 employés. Les espoirs d'un renouveau industriel qu'on avait fondés sur l'implantation d'une usine d'eau lourde, en décembre 1973, s'étaient évanouis au profit de Gentilly.

D'autre part, concernant l'approbation du nouveau projet industriel de l'entreprise "Le Creuset", à Montmagny, l'Agence d'examen de l'investissement étranger a précisé que la proposition de la compagnie française avait été agréée pour les facteurs suivants: hausse de l'emploi, nouveaux investissements, transformation plus accentuée des ressources canadiennes, accroissement des exportations et du développement technologique, participation financière et administrative canadienne, amélioration de la productivité, innovation de produits, et compatibilité avec les politiques canadiennes industrielles et économiques.

Jamieson favorise la formation de consortiums d'exportation

par Jean-Paul GAGNE
envoyé spécial du Soleil

MONTREAL — Le ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce, M. Donald Jamieson, a affirmé hier que les trois grands défis des exportateurs canadiens sont la formation de consortiums d'exportation, le financement international et l'accroissement de la productivité.

Parlant à un séminaire organisé par son ministère à l'intention des hommes d'affaires québécois sur les perspectives de commerce avec les pays du Sud-Est asiatique, le ministre a révélé que le Canada "devrait développer au maximum les consortiums et les associations de toutes sortes de façon à pouvoir offrir des projets clef-en-main afin de pouvoir emboîter le pas sur nos plus grands concurrents dans les soumissions pour des projets d'envergure".

M. Jamieson s'est référé à titre d'exemple au consortium canadien qui a été récemment formé avec SNC Consultants, CP Consultants, Bombardier-MLW, Hawker Siddeley, Sysco et d'autres pour soumissionner dans la construction d'un projet d'expansion des chemins de fer au Venezuela.

Ce consortium, nommé CANVEN, pour Canada et Venezuela, soumissionnera à l'automne pour la première phase du projet, soit la conception, le dessin, la construction, et la fourniture de l'équipement nécessaire à 700 kilomètres de

chemin de fer, au coût de \$77 millions.

"Si les grosses compagnies peuvent travailler ensemble, a dit le ministre, il y a de bonnes raisons de croire que les petites peuvent en faire autant".

Financement

Par ailleurs, M. Jamieson, qui a récemment dirigé une mission commerciale en Asie du Sud-Est, a exprimé l'avis que si le Canada est bien prêt à aider au maximum au financement des projets d'exportation grâce aux programmes de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), il n'est pas prêt à concurrencer tous les pays sur ce terrain.

Selon le ministre, plusieurs pays vont trop loin en abaissant irrésistiblement les taux d'intérêt sur les prêts finançant les ventes ou les projets réalisés à l'étranger par leurs entreprises. "A se concurrencer les uns les autres, on finira tout simplement par se couper la gorge mutuellement", a averti le ministre.

C'est pourquoi, le Canada a déjà exprimé ses préoccupations sur ce sujet à six autres pays, dont les chefs d'Etat se rencontreront notamment lors du sommet économique de Porto Rico.

Productivité

En ce qui regarde la productivité, M. Jamieson a encore une fois déploré les hausses salariales supérieures à celles observées chez nos

voisins du sud, mais exprimé aussi l'opinion que la capacité de concurrence des entreprises pouvait être améliorée en économisant de l'énergie, en perfectionnant l'équipement de production, en supprimant le gaspillage, etc...

Le dernier budget fédéral a notamment prévu des réductions d'impôt pour la modernisation de l'équipement et l'achat de matériel permettant de conserver l'énergie.

Le ministre a par ailleurs indiqué son optimisme sur la reprise des exportations canadiennes, estimant même que le Canada aura un "léger surplus dans sa balance de marchandises pour 1976".

Asie

Quelque 150 représentants d'entreprises faisant affaire au Québec ont participé au séminaire tenu, hier, à Montréal et la plupart d'entre eux ont eu ou auront l'opportunité de rencontrer les délégués commerciaux du ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce en Indonésie, Malaisie et Thaïlande, aux Philippines, à Singapour, en Corée du Sud et à Hong Kong, hier, aujourd'hui et demain, pour discuter des possibilités d'affaires dans ces pays.

Le commerce du Canada avec ces pays s'est élevé à \$808 millions en 1975 et les exportations comptaient pour \$325 millions. A lui seul, le Québec a exporté dans ces pays pour environ \$50 millions cette même année.

Textile, vêtements et cuir: principales sources de nouveaux emplois à St-Georges

par Michel MORIN

Dans l'industrie manufacturière, près de 50 pour cent des emplois créés à St-Georges de Beauce entre 1972 et 1975 l'ont été dans les secteurs du textile, des vêtements et du cuir.

Au total, sept entreprises ont créé au cours de cette période plus de quarante emplois. Dans l'ordre ce sont Chemise Lapointe Inc. (150 emplois), Canam Steel Works Inc. (150 emplois), RGR Sports Wear Inc. (65 emplois), Berbery Inc. (60 emplois), Chemises St-Martin Ltée (60 emplois), Boccam Inc. (41 emplois) et Moto-Naute Inc. (40 emplois).

De ce nombre quatre étaient de nouvelles entreprises dont deux appartenaient à l'industrie de l'habillement: RGR Sports et Berbery Inc.

Ces chiffres ont été dévoilés vendredi dernier à l'occasion du lancement officiel du Conseil économique de la Beauce dont l'un des objectifs est de réduire la vulnérabilité économique de la région par la diversification de la structure manufacturière de la région de St-Georges qui compte 35,000 habitants.

La vulnérabilité économique

Si St-Georges est bien implanté comme centre régional de services, sa situation au niveau de l'industrie manufacturière n'est guère des plus reluisantes.

A peine 25 pour cent de sa

population trouve un emploi dans le secteur manufacturier et celui-ci est dominé au niveau de l'emploi dans une proportion de 43,2 pour cent par les secteurs du textile, des vêtements et du cuir.

A 65 milles de Québec, St-Georges est une ville à croissance rapide notamment à cause des bas salaires qui y sont versés. Les cinq principales industries de St-Georges (La Chemise Lapointe Inc., Dionne Spinning Inc., St-Georges Shoe Co. Ltd., St-Georges International Inc., Baby Bear Shoe Co. Ltd) sont engagées dans la fabrication de vêtements, de textiles et de chaussures; Manac Inc., une entreprise spécialisée dans la fabrication de remorques, n'arrive qu'au sixième rang.

En 1975, à St-Georges, une couturière gagnait \$2,75 l'heure, contre \$3,99 pour un opérateur A dans une industrie de bois et \$4,20 pour un soudeur dans une industrie de produits métalliques.

C'est dans ces conditions qu'il faut interpréter les objectifs du Conseil économique de la Beauce qui au cours des cinq prochaines années entend favoriser la création d'emplois notamment dans les secteurs des produits métalliques, du matériel de transport et des produits du bois.

1,100 emplois de base à créer

Si l'objectif des 1,100 emplois manufacturiers de base à créer est réalisé, 700 emplois viendront de

ces trois derniers secteurs et 80 à peine des trois secteurs du textile, du cuir et des vêtements qui ont généré à Saint-Georges près de 400 emplois au cours de la période 1972-1975.

Compte tenu de l'effet multiplicateur d'un emploi de base, les 1,100 emplois créés devraient à leur tour donner naissance à 1,400 autres emplois dans les secteurs du commerce, de la construction et des services.

Quant aux chevilles ouvrières de l'emploi manufacturier de base pour les cinq prochaines années, on cite: Boccam Inc., Canam Steel Works Inc., Manac Inc., et Manufacturiers de Précisions de Beauce Ltée, une entreprise spécialisée dans la fabrication d'essieux.

On espère que deux industries de fabrication métallique viendront d'ici 1980 compléter les cinq industries spécialisées dans la fabrication de produits métalliques. En outre une industrie spécialisée dans la transformation du bois devrait se joindre aux 14 industries qui oeuvrent déjà dans ce secteur.

Le secteur des aliments et boissons avec des industries comme la Boulangerie Doyon Inc., Vermette et Fils Ltée et Arthur Grenier Ltée, devrait connaître au cours des cinq prochaines années une période de consolidation. Il en irait de même avec l'imprimerie et ses deux principales entreprises: Moore Business Forms Ltd et Eclairer Ltée.

surveillez notre

VENTE PRE-ETE

qui commence dans 2 jours, jeudi le 17 juin

"UNE VENTE QUI EN VAUT LA PEINE!"

Voyez notre annonce dans ce journal jeudi et aussi écoutez CHRC qui sera sur les lieux.

Fernand Morissette INC.

4008, BOUL. DU JARDIN, ORSAINVILLE, QUE.
TEL. 628-0721

4245, BOUL. HAMEL, ANCIENNE-LORETTE, QUE.
TEL. 872-2874

BMR C'EST DU SERVICE DE PERSONNE À PERSONNE

Négociations au point mort à la ville de Saint-Georges

par Paul-Henri DROUIN
du bureau du Soleil

SAINT-JOSEPH — Au lendemain d'une séance de conciliation, les négociations

Papetiers de Dryden en grève

DRYDEN, Ont. (PC) — Le Syndicat des papetiers canadiens (SPC) a entrepris, hier, une grève contre la société Reed Ltd., division du papier.

Les dirigeants syndicaux ont rejeté une offre de dernière minute de la compagnie, la jugeant indigne d'être présentée aux 1.140 syndiqués.

Selon le président de la section 105 du SPC, M. Alex Fleming, l'offre précédente de la compagnie, pour un contrat de trois ans, était très inférieure au règlement salarial qu'ont obtenu les papetiers d'autres usines canadiennes.

ont au point mort et l'arrêt de travail se poursuit pour les 29 employés municipaux de la ville de Saint-Georges de Beauce, ce qui laisse entrevoir que ce conflit de travail qui a débuté lundi le 7 juin dernier, pourrait être long.

Joint par téléphone à son bureau de Saint-Georges, c'est ce qu'a déclaré, hier, le représentant syndical de la CSD, M. Jacques Létourneau, en ajoutant "que cette séance de conciliation n'a apporté aucun changement vu qu'aucune contre-proposition n'a été faite par la partie patronale".

Le piquetage aux portes d'entrée de garages municipaux et à l'hôtel de ville de Saint-Georges, se poursuit continuellement et s'il faut en croire les propos tenus par M. Létourneau, "l'on parle grandement de la possibilité de faire front avec les employés municipaux des villes de Sainte-Marie, Saint-Joseph et Beauceville, qui eux aussi sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre 1975".

M. Létourneau s'est dit fort déçu de l'attitude de certains représentants de la partie

patronale, tout particulièrement du contremaître Lucien Poulin, "qui par tous les moyens tente de décourager les grévistes".

Une demande d'accréditation étant déposée au bureau du ministère du Travail, il se pourrait que bientôt, ce groupe de 29 employés municipaux à la ville de Saint-Georges, soit porté à 36 employés avec la syndicalisation des sept employés du palais des sports de Saint-Georges.

Quant au représentant de la partie patronale, l'ingénieur Louis Dion, il n'a voulu pour le moment faire aucun commentaire, à l'exception de dire que "des aujourd'hui il remettra aux dirigeants municipaux de la ville de Saint-Georges, un document sur l'état des négociations".

Lé litige
Ne pouvant obtenir ce qu'ils réclament, c'est dans une proportion de 100 pour cent que les employés municipaux de la ville de Saint-Georges ont voté en faveur de la grève.

En plus de la question salariale, pas moins d'une

dizaine de clauses, dites normatives, font toujours l'objet d'un litige entre les deux parties.

Il s'agit de celles touchant principalement le droit de grève, les griefs, les droits acquis lors de la signature de la dernière convention collective, la clause d'indexation, le temps supplémentaire, les fins de semaine et les journées fériées de même que le partage du temps supplémentaire, une classification du personnel et la clause concernant le travail classé dangereux.

Et dire que tous ces points en litige à la ville de Saint-Georges ont été accordés aux employés municipaux de la ville de Sainte-Georges-Ouest a déclaré le directeur de grève dans ce conflit, M. Jacques Létourneau.

En ce qui concerne les clauses salariales, d'expliquer M. Létourneau, "la partie syndicale ne demande ce que la loi permet, c'est-à-dire 11.5 pour cent pour la première année d'un contrat de deux ans et 8 pour cent à la dernière année". Le salaire d'un journalier au 31 décembre 1975 est de \$3.75 l'heure.

CENTRE-VILLE

Daquet

PLACE LAURIER

Bottes de cuir pour les adeptes de pêche et camping

Une collection de bottes de grand confort. Construction en souple cuir de très belle qualité avec renfort d'acier dissimulé au bout des pieds pour assurer une protection.

A. En cuir couleur tan London à dix oeillets sur une semelle en caoutchouc antidérapant. Hauteur de 8 pouces. Pts: 9 à 11. **37⁰⁰**

B. En cuir à 10 oeillets, botte sur semelle en caoutchouc traction. Doublure en cuir. Couleur: chamois. Pts: 9 à 11. Hauteur de 8 pouces. **53⁰⁰**

C. En cuir tan, botte de 6 pouces de hauteur, 7 oeillets sur une semelle en caoutchouc antidérapant. Pts: 9 à 11. **33⁰⁰**

D. En cuir brun, 5 pouces de hauteur. Doublure de cuir mais ce modèle n'a pas de renfort aux ortels. Pts: 7 1/2 à 11. **30⁰⁰**

R. 25, r-de-ch. Centre-Ville
tél.: 524-5121 et r. 825, Place Laurier 1er,
tél.: 651-7070.

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS.

De surprenantes aubaines:
appareils-photos et accessoires

FESTIVAL

d'été

chez **montréal photo**

Place Québec et Place Fleur de Lys

Prix en vigueur jusqu'au 30 juin. Quantités limitées.

PROFITEZ

de ces aubaines à l'occasion de la Fête des Pères...

Minolta SR-T 100



avec objectif F 2.0 **\$189⁹⁵**

Etui en surplus \$14.95

Minolta SR-T 101



avec objectif F 1.7 **\$239⁹⁵**

Etui en surplus \$14.95

Minolta XL 400 ZOOM CINE-CAMERA



Viser à reflex et objectif ZOOM, grossissement 4 fois, chargement instantané du film Super 8, objectif ROKKOR F 1.2 avec zoom à commande manuelle ou automatique.

\$199⁹⁵

ASAHI PENTAX SPOTMATIC II



avec objectif F 1.8
Prix rég. avec étui \$251.90
\$199⁹⁵

Etui en surplus \$21.95

Minolta HI-MATIC F



Ensemble de 3 pièces comprenant:

1. Caméra HI-MATIC
2. Etui pour caméra
3. Flash électronique Minolta

Appareil-photo à obturateur électronique entièrement automatique.

\$99⁹⁵

Zenit-E

Ensemble 4 pièces



1. Caméra
2. Etui
3. Objectif Téléphoto "Preset"
4. Adaptateur pour flash

\$99⁹⁵

Canon EF



EF informations dans le viseur
Exposition automatique

\$459⁹⁵

Etui en surplus \$21⁹⁵

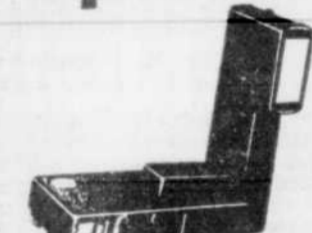
Jumelles Tasco 20 x 50



Prix suggéré \$64.95

\$42⁹⁵

Optima



Caméra de poche 110 avec flash électronique

\$29⁹⁵

OBJECTIF-PRINZ REXATAR



Téléobjectif 135mm F 2.8 automatique.

Montures: Minolta, Pentax, Praktica, Zenith, Argus, Yashica

\$39⁹⁵

OBJECTIF-PRINZ REXATAR



Téléobjectif 200mm F 3.3 automatique.

Montures: Minolta, Pentax, Praktica, Zenith, Argus, Yashica

\$49⁹⁵

OBJECTIF-PRINZ ZOOM



85 à 205mm F3.8 automatique

Pour montures Minolta, Pentax, Praktica, Zenith, Nikon, Argus, Yashica

\$109⁹⁵

OBJECTIF-IMAGE



Grand angulaire 35 mm - F 2.8 automatique

Montures: Minolta, Pentax, Praktica, Zenith, Argus, Yashica

\$39⁹⁵

OBJECTIF-PRINZ



200 mm. - F 4.5 Ouverture par présélection.

Montures: Pentax, Zenith, Praktica, Argus, Yashica.

\$39⁹⁵

Kodak

A608R Ensemble Télé-Instantamic 608



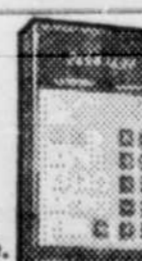
\$34⁹⁵

avec étui

CALCULATRICE DETSON

Modèle 419

Calculatrice de six opérations avec mémoire.



\$17⁹⁵

Adaptateur CA \$4.95

NOUVEL APPAREIL KODAK EK-4

INSTANTANE

En quelques instants la photo se développera sous vos yeux.



Venez le voir! **\$54⁹⁵**

NOUVEL APPAREIL KODAK EK-6

INSTANTANE

En quelques instants la photo se développera sous vos yeux.



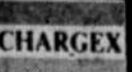
Venez le voir! **\$69⁹⁵**

montréal photo



5, PLACE QUEBEC 529-8238

PLACE FLEUR DE LYS 529-2541



L'écart ne diminue pas à la Davie

par Gilles PEPIN
du bureau du Soleil

LEVIS — Aucun rapprochement n'était prévisible encore hier soir, entre les parties patronale et syndicale, pouvant permettre de prévoir un règlement à court terme du lock-out qui affecte quelque 1,500 employés syndiqués des chantiers Davie à Lauzon depuis le 1er juin.

Les négociateurs s'attendaient cependant à être appelés aujourd'hui ou demain par le conciliateur nommé par le ministère du Travail, M. René Lorain, qui les a rencontrés, jeudi dernier, pour faire préciser la position de chacune des parties.

La négociation pour le renouvellement du contrat de travail (expiré depuis le 31 décembre), est au point mort depuis mercredi dernier, alors que les porte-parole syndicaux ont échoué dans une tentative de discuter globalement de toutes les clauses restant en suspens, aussi bien normatives que monétaires, les premières devant avoir une incidence dans l'aspect monétaire. La compagnie voulait d'abord en finir avec les clauses normatives.

On ignorait, encore hier, si le conciliateur allait présenter une recommandation et l'on ne pouvait encore moins prévoir une date pour la reprise des négociations.



Qui retrouve-t-on aux premières lignes de piquetage, à Kitimat, faisant face à la meute de policiers? Les gars de l'Alcan d'Arvidal

Aucun espoir de règlement à l'Alcan, Kitimat

KITIMAT, Colombie-Britannique (PC) — Aucun espoir de règlement ne se faisait jour, hier, dans la grève qui a paralysé la gigantesque usine de l'Alcan, à Kitimat.

La compagnie a annoncé que ses employés de bureau, qui ne sont pas syndiqués, ont repris le travail hier. Ils n'avaient pu le faire depuis le deux juin, les entrées de l'usine étant bloquées par des lignes de piquetage.

Samedi, quelque 200 agents de la GRC ont appréhendé les 32 piqueteurs de grève, sous prétexte que l'arrêt de travail était illégal.

Peu après, les grévistes de l'Alcan, au Québec, qui ont également débrayé dans trois usines, ont été dépêchés

à Kitimat pour y ériger une ligne de piquetage. Le syndicat de Kitimat a demandé à ses cotisants de ne pas traverser ces lignes.

Hier, moins de 10 ouvriers auraient traversé cette ligne.

Dimanche, la compagnie avait affirmé que 900 employés étaient dans l'usine. Alcan refuse de rouvrir le contrat de travail qui la lie à ses 1,800 salariés.

Le syndicat s'est dit prêt à accepter l'intervention d'un médiateur.

Entre-temps, l'Alcan a demandé à la Commission des relations de travail d'émettre un ordre de désistement à l'endroit des piqueteurs québécois, afin que ceux-ci cessent leur manifestation à Kitimat.

La Lynn MacLeod devra rappeler les congédiés

THETFORD MINES — La compagnie Lynn MacLeod Metallurgy Ltd, à Thetford Mines, devra rappeler au travail les neuf employés qu'elle avait congédiés le 2 février dernier à la suite d'un incident qui avait impliqué des contremaîtres.

Cette sentence arbitrale vient d'être rendue par M. André Montpetit. Ce dernier a imposé cependant une suspension de six semaines, sans rémunération, aux ou-

vriers concernés pour le geste qu'ils ont posé en expulsant de la fonderie un contremaître et le directeur adjoint du personnel. Cela signifie que ces travailleurs, en plus d'être réinstallés dans leurs fonctions, auront droit à leur paye et autres privilèges rétroactivement au 15 mars dernier.

On se souvient que les 180 métallos de cette usine avaient débrayé illégalement le 3 février pour protester

contre le congédiement de leurs neuf compagnons. Une injonction interlocutoire les avait forcés à reprendre le travail le 10 février.

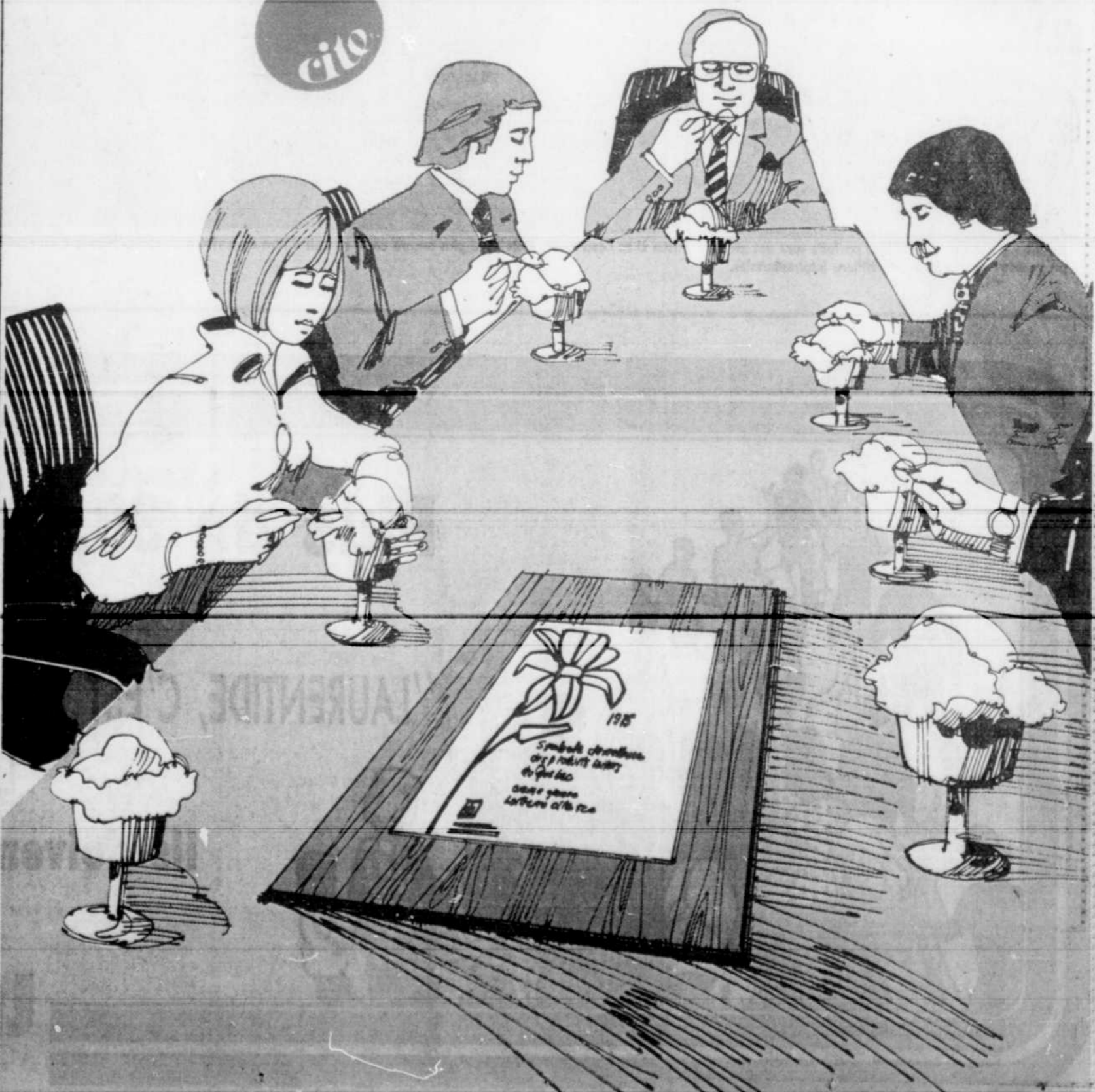
Le syndicat avait réclamé l'annulation de ces mises à pied en arguant que cette révolte avait été un geste concerté de la part de 75 travailleurs harcelés d'être harcelés constamment par les deux cadres. Les ouvriers en voulaient à ces derniers pour avoir congédié un employé.

Les experts

Le grand jury du Ministère de l'Agriculture du Québec a décerné le LYS D'OR 1975 à la Laiterie Cité pour l'excellence de sa crème glacée. Le jury reconnaît ainsi que la crème glacée Cité est la meilleure quant à la saveur, à la texture et aux ingrédients qui la composent. Ils ne sont pas les seuls. La popularité de nos 8 essences de crème glacée prouve que vous les consommateurs, nos vrais experts, vous êtes d'accord avec le jury. Nous vous en remercions.



préférent Cité



Salon Jade

Vente estivale
commençant mercredi, 16 juin
(toute vente finale)

33 1/3 à 50%
de réduction
sur costumes,
manteaux, imperméables.

20 à 50%
de réduction
sur ensembles deux-pièces,
robes, jupes, pantalons,
blouses, gilets,
ensembles sport.

SALON JADE INC.
1148, rue St-Jean
Place Laurier
Centre Jadis, Charlesbourg

Quartier Saint-Jean Baptiste

Les groupes populaires préfèrent attendre avant de crier victoire

par Louis TANGUAY
Le règlement municipal protégeant la vocation résidentielle du secteur nord du quartier Saint-Jean Baptiste a pris par surprise les représentants de groupes populaires qui ne crient pas victoire pour autant.

En effet, le texte présenté au conseil municipal jeudi dernier, laisse ouvertes une foule de questions qui préoccupent au plus haut point les citoyens du quartier et particulièrement de la rue Saint-Gabriel.

Interrogés sur leur réaction au geste de la ville, des dirigeants du Mouvement Saint-Gabriel n'ont pas voulu apporter de commentaire officiel avant d'avoir obtenu plus d'information de la part des autorités municipales.

Car, si le règlement déposé en première lecture attribue une vocation résidentielle à la zone grossièrement délimitée par la rue Saint-Jean, le boulevard Saint-Cyrille, la rue Claire-Fontaine et la côte Sainte-Genève, et y limite la hauteur des édifices au

gabarit actuel, il ne dit rien de la conservation des logements à coût peu élevé qu'on y trouve présentement.

Rien dans ce texte ne parle en effet du sort que la ville réserve aux nombreuses maisons qu'elle a achetées du côté sud de la rue Saint-Gabriel, dans le but d'élargir cette rue.

La rue sera-t-elle effectivement élargie et si non les maisons seront-elles offertes aux résidents éventuelle-

ment intéressés à les acquérir?

Si des maisons sont démolies on ignore aussi à qui seront destinées les constructions qui les remplaceront.

Y aura-t-il encore de la place pour les familles à faible revenu qui y habitent actuellement, ou construction, ne serait-ce que sur quatre étages, des garçonniers de luxe.

L'avenir du quartier Saint-

Jean Baptiste dépend tout autant de la conservation de son stock actuel de logements et de sa non-fragmentation par une voie rapide, que de la limitation de la hauteur des nouvelles constructions, font valoir plusieurs intéressés.

Mais d'autres ajoutent que la confirmation du caractère résidentiel du secteur est déjà un pas important en avant vers la consolidation du quartier.

Fin prématurée d'un projet à Sept-Iles

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Face à de nombreux problèmes d'organisation, le projet d'initiatives locales "Ateliers multiples Côte-Nord Inc." a dû mettre fin prématurément à ses activités; la corporation songe toutefois à reprendre ses opérations à l'automne.

Ce groupe, qui oeuvre pour la réinsertion sociale des délinquants par une thérapie de travail, a utilisé les \$26,000 d'une subvention fédérale à la réalisation d'a-

meubllements paysagers et diverses pièces de menuiserie, mais accuse un déficit de \$8,000.

L'un des membres de la corporation, Me Guy Roy, a reconnu que la précipitation du départ, la concentration des activités dans un domaine, et l'inexpérience dans l'administration ont forcé cet arrêt des travaux.

Mais Mlle Lise Lareau, agent de probation juvénile à Sept-Iles, considère que la vingtaine de jeunes gens, de 16 à 18 ans, qui ont bénéficié de cette expérience après avoir

eu des démêlés avec la Justice, ont enregistré un progrès, ils ont repris le goût au travail, et certains se sont dénichés des emplois.

C'est en raison de cette réussite "humaine" que la corporation existante se restructurera pour recommencer dans les prochains mois. Forts de l'expérience qui se

termine, les membres de la corporation constitueront un carnet de demandes avant la réouverture, s'assureront une marge de crédit, des équipements, des locaux moins dispendieux, et se donneront un plan de gestion.

Me Roy a affirmé que la corporation ne comptera plus

sur l'aide gouvernementale pour fonctionner, préférant l'autofinancement.

Ce projet des Ateliers multiples était suivi par plusieurs personnes intéressées à solutionner le problème aigu de la délinquance juvénile observée sur la Côte-Nord.

GRAND DUKE

UNE DES TROIS PLUS GRANDES VODKA DU MONDE À \$6.40



Urte vodka? Tiens bien ma tuque, on va prendre un grand duc.

Les résultats d'une recherche nous permettant de faire cette affirmation sont disponibles en écrivant à:

Services aux consommateurs
à l'attention de Walter Trudeau
Les Distilleries Corby Ltee
Case postale 308
Succursale B. Montréal

371 D 25 oz \$6.40
371 E 40 oz \$9.85

Donne toujours satisfaction!

AUBAINES AU RAYON DU PÊCHEUR!

MOULINET DE LANCER LÉGER
MITCHELL 300 et 301
Rapport rapide 4-1. Anse complète. Poignée amovible. Dispositif antiretour. Modèles pour droitiers et gauchers disponibles.

Prix K mart **23⁸⁸**

CANNE POUR LANCER LÉGER
Cannes Garcia pour lancer léger, de haute qualité, destinées aux pêcheurs qui prennent leur sport au sérieux! Avec 4 anneaux et têtes. Poignée liège. Luxueux fini Conlow. 2 pièces. Environ 7' de longueur.

Prix K mart **15⁸⁸**

MOULINET LÉGER
Excellent pour le débutant! Moulinet fermé complet avec 70 verges de ligne monobrin nylon solide, pouvant supporter 6 lb.

K mart Price **4⁴⁴**

CANNE LÉGÈRE 6'
Canne en fibre de verre creux. 2 pièces, avec poignée en liège. Vert olive. Environ 6' de longueur.

Prix K mart **6⁶⁶**

COFFRET DE PÊCHE
Coffret de pêche Sport King, pratique et de haute qualité, avec compartiments en plastique solide. Comprend un peson Fisherman's Pride, un leurre et cuiller en plastique.

Prix K mart **3⁸⁸**

CHAÎNE POUR POISSONS
Solide chaîne de métal avec anneau et 10 crochets à fermoir.

Prix K mart **7^{7c}**

COUPEAU DE PÊCHE
Lame de 4" en acier inoxydable. Complet avec gaine en cuir.

Prix K mart **7⁷⁷**

FISHERMAN'S PRIDE
Peson Fisherman's Pride, pouvant peser des prises allant jusqu'à 8 lb. Formant de poche pratique.

Prix K mart **1⁸⁸**

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

LITTÉRATURES D'EXPRESSION FRANÇAISE (COURS D'ÉTÉ 1976)

Le Centre d'études des littératures d'expression française (CELEF) de l'Université de Sherbrooke offrira cet été deux sessions de cours consacrés aux littératures francophones au niveau des 1er, 2e et 3e cycles.

Du 5 au 23 juillet:

- La francophonie et ses littératures (3 cr.)
- L'Afrique noire et ses romanciers francophones (3 cr.)
- La littérature suisse de langue française (3 cr.)
- Programmes de lecture, tutorats, etc.

Du 26 juillet au 13 août:

- Auteurs et oeuvres francophones de 5 continents (3 cr.)
- L'Afrique du Nord et ses écrivains francophones (3 cr.)
- Programmes de lecture, tutorats, etc.

Présence assurée de spécialistes de réputation mondiale. Contacts avec des étudiants venant de plusieurs coins de la francophonie.

Pour renseignements: CELEF, Faculté des arts, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec J1K 2R1. Tél. (819) 565-4578

Pour l'inscription: La direction générale de l'éducation permanente, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec J1K 2R1. Tél. (819) 565-5472

CANON A DU NOUVEAU

DANS LES PHOTOCOPIEURS À PAPIER ORDINAIRE

COMPAREZ LES COÛTS

Canon

(développement à sec)

CANON
Avec la fameuse lentille qui donne des copies précises sur tout papier, blanc ou de couleur. Copie aussi des transparences, des feuilles préimprimées, des étiquettes, cartes... grandeurs de 8 1/2" x 11" à 11" x 17"

CANON Vous offre en même temps une copie de qualité supérieure, et une réduction dans le coût... peu de compétition... Avez-vous fait récemment une comparaison de prix dans votre département de photocopiers? Un appel suffira pour vous convaincre que vous pouvez réduire les coûts...

LA CIE CANADIENNE D'ÉQUIPEMENT DE BUREAU LTÉE

70e anniversaire

Appetez

522-6876

<p>MOULINET A LANCER A DEVANT</p> <p>Fermer 100 vgs de fil testé à 8 lbs</p> <p>Rég. 9.97 Spécial K Mart</p> <p>6⁹⁷</p>	<p>COFFRE A PECHE EN PLASTIQUE</p> <p>Jaune seulement</p> <p>rég. 3.44 Spécial K Mart</p> <p>2²⁷</p>	<p>ASSORTIMENT MOUCHES SECHES</p> <p>15 par cartes</p> <p>rég. 1.44 Spécial K Mart</p> <p>88^c</p>	<p>HAMECONS CARTE DE 6</p> <p>GROSSEUR 6 - 8</p> <p>rég. .35 Spécial K Mart</p> <p>2/44^c</p>	<p>COUPEAU PECHE</p> <p>LAME ACIER INOXYDABLE</p> <p>rég. 9.97 Spécial K Mart</p> <p>6⁹⁷</p>	<p>PERCHE TELESCOPIQUE</p> <p>longueur 6 1/2 en 6 sections</p> <p>Rég. 6.99 Spécial K Mart</p> <p>5⁹⁹</p>
	<p>YUCCA SAC A DOS</p> <p>JAUNE</p> <p>rég. 8.88 Spécial K Mart</p> <p>6⁴⁷</p>	<p>BOUSSELE DE DIRECTION</p> <p>A LIQUIDE</p> <p>rég. 3.44 Spécial K Mart</p> <p>2⁴⁴</p>	<p>LEURRE POUR UNE MEILLEURE PECHE</p> <p>rég. 1.66 Spécial K Mart</p> <p>89^c</p>	<p>LIGNE DE PECHE SUPERIEURE</p> <p>MONOFILAMENT 200 verges</p> <p>rég. 99 c Spécial K Mart</p> <p>69^c</p>	

Kmart

Satisfaction garantie Ou argent remis... plus qu'un slogan, UNE FACON DE VIVRE.

PLACE FLEUR DE LYS

550 Boul. Hamel Québec.

PLACE DES QUATRE-BOURGEOIS...

999 Rue De Bourgogne St. Foy, Québec.

Lundi au mercredi, 9 à 5.30. Jeudi et vendredi, 9 à 9. Samedi, 8.30 à 5 heures.

Lundi au mercredi, 9 à 6. Jeudi et vendredi, 9 à 9. Samedi, 9 à 5 heures.

CARTES DE CRÉDIT

CHARGEX ET **ACCEPTÉES**

Sommation à comparaître contre le sénateur Giguère

MONTREAL (PC) — Une sommation à comparaître a été émise, hier, à Montréal, et signifiée au sénateur Louis Giguère, obligeant le sénateur libéral à se présenter en Cour des sessions de la paix le 9 juillet pour y répondre à une accusation d'avoir illégalement accepté un bénéfice de \$95,000 dans l'affaire Sky Shops Export Limited.

Cette sommation est signée: Mauri-

ce Rousseau, juge des Sessions de la paix, qui a présidé une pré-enquête à huis clos, à partir d'une dénonciation sur des faits qui se seraient déroulés entre le 1er juillet 1971 et le 30 novembre 1972.

M. Giguère doit, d'autre part, se présenter aujourd'hui devant le juge Rhéal Brunet, à Montréal, pour le

début de son enquête préliminaire pour abus de confiance et vol de quelque \$16,000 d'une somme qui lui aurait été confiée en fiducie.

Quant à l'affaire Sky Shops, il s'agit essentiellement d'une affaire de renouvellement de bail d'une boutique hors taxe à l'aéroport de Dorval.

Le titulaire du ministère des

Transports, M. Jean Marchand, ayant fait savoir que les baux en vigueur ne seraient pas renouvelés, les dirigeants et actionnaires de Sky Shops auraient tenté de diverses manières de contourner le recours normal à des appels d'offres avant d'obtenir le contrat-bail pour cette boutique.

La pré-enquête, d'après certaines dépositions, retrace des interventions

infructueuses de MM. Marc Lalonde et Lionel Chevrier pour obtenir cette prolongation que le sénateur Giguère aurait ensuite monnayée.

Une réunion se serait déroulée dans les bureaux de l'étude d'avocats Ogilvy, Cope et Porteous, à la Place Ville-Marie, où un fondé de pouvoir de la famille Anton aurait carrément refusé d'envisager le versement d'un "cadeau" au sénateur, en échange d'une prolongation de bail pour Sky Shops.

Selon le témoin, c'est une lettre de Me Pierre Legrand qui offrit à tous les

détenteurs d'actions ordinaires de Sky Shops (juin 1972) de se départir de 5 pour cent de ces actions au taux nominal de \$1 "en faveur de Giguère".

Ces actions valaient alors un peu plus de \$15. Elles furent acquises plus tard en 1972 au prix de \$20 l'action ordinaire par Thomcor, dont le président était M. Peter Thomson.

En novembre 1972, pour les 5,000 actions ordinaires qu'aurait achetées le sénateur Giguère au prix de \$5,000, Thomcor émettait un chèque de \$100,000 à l'ordre du sénateur Giguère, lequel encaissa le montant.

Hôpitaux: le patronat veut une loi spéciale

Le Conseil du patronat demande à l'Assemblée nationale d'adopter une loi spéciale afin d'éviter que n'ait lieu la grève générale illimitée prévue pour vendredi dans les hôpitaux de la province.

Le CPQ, dans un communiqué, voudrait voir le gouvernement "agir par décret", s'il est impossible d'aboutir à un règlement négocié, afin d'éviter que le Québec ne revive les moments pénibles de 1972, "qui ne sont pas dignes d'une société civilisée".

Entre-temps, des sommations à comparaître viennent d'être signifiées à 200 syndiqués de l'hôpital psychiatrique Saint-Julien de Saint-Ferdinand d'Hallifax pour ne pas avoir maintenu les services essentiels en vertu des dispositions de la loi 253.

Tous membres de la CSN, ces employés comparaitront en cour des sessions de la paix au palais de justice de Thetford Mines, les 22 juin, 6 et 23 juillet.

Chacun est passible d'une amende pouvant varier entre \$50 et \$250 par infraction. Pour l'unité syndicale qui a reçu quatre sommations, la pénalité prévue peut s'échelonner entre \$5,000 et \$50,000.

Par ailleurs, les 119 infirmières de l'hôpital Saint-Joseph, de La Tuque, en lock-out depuis le 25 mars, ont occupé, hier, les bureaux de l'Association des hôpitaux de la province de Québec, à Montréal, et ont obtenu satisfaction à leur demande pour qu'un représentant de l'association se

penche sur leur conflit lors d'une rencontre prévue pour jeudi.

Le président de la CSN en tête, les infirmières ont envahi les bureaux de l'AHPQ et n'ont accepté de lever leur siège qu'après avoir reçu une réponse de M. Jean-Claude Tremblay, directeur général de l'association, à leur requête en faveur d'une rencontre le plus tôt possible au sujet du conflit avec leur employeur, jusqu'ici appuyé par l'AHPQ.

Le Front commun, quant à lui, a fait, hier, une nouvelle proposition sur les horaires dans les centres de services sociaux. La partie patronale a cependant rétorqué qu'elle ne croyait pas qu'une proposition de ce genre mènera à un règlement.

Le danger de grève générale dans les hôpitaux n'est pas sans émouvoir le

chef du Crédit social, M. Réal Caouette.

"Une grève qui s'attaque aux malades est tout simplement un acte de sauvagerie et de criminalité. Pensez-y deux fois", a-t-il déclaré, hier à Ottawa.

"Au lieu d'organiser une grève qui aurait pour résultat de punir des malades sans défense, organisez-vous donc pour battre le gouvernement qui vous déplaît et cela dès les prochaines élections", a ajouté M. Caouette dans cet appel aux employés d'hôpitaux du Québec, spécialement à ceux "qui ont une conscience", a-t-il spécifié.

En agissant de la sorte, M. Caouette estime que les employés d'hôpitaux seraient "plus respectueux de la vie de leurs concitoyens".



Le revoici

L'ex-premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Dave Barrett, après avoir perdu son siège aux dernières élections générales, regagne son siège au Parlement de Victoria, à la suite de sa victoire dans l'élection partielle dans Vancouver Est.

Donnacona et Portneuf: coupe dans la hausse des édiles

par Gérard ROCHETTE

PORTNEUF — La Régie des mesures anti-inflationnistes du Québec aurait décrété une coupure magistrale dans les hausses de rémunération des autorités municipales des villes de Donnacona et Portneuf.

Selon une information obtenue par LE SOLEIL, en refusant d'approuver les hausses décrétées par les règlements municipaux approuvés par les contribuables de ces deux localités, la régie aurait réduit celles des autorités de Donnacona de 67 à 8% et celles de ville de Portneuf de 233 à 12%.

Les dirigeants municipaux de ces deux villes seraient prévenus dans les prochains jours de cette décision prise par la Régie québécoise.

Rejoint au téléphone, les maires, Louis-Marie Gau-

dreault de Donnacona et Gérard Marcotte de Portneuf ville, se sont refusés à tout commentaire pour le moment attendant l'avis officiel à cet effet.

A Donnacona, la hausse décrétée par règlement municipal était de \$2,400 par année pour le maire et de \$800 pour les conseillers, soit une augmentation de 67%. Suite à la décision de la régie de ramener cette dernière à 8%, le maire touchera donc \$288 de plus par année et les échevins \$96. Ce qui signifie que la rémunération du maire passera de \$3,600 à \$3,888 par année et celle des conseillers de \$1,200 à \$1,296.

A Ville Portneuf, la hausse moyenne des rémunérations décrétées pour l'ensemble du conseil était de 233%, alors que la rémunération du maire passait de \$600 à \$1,600

annuellement et celle des échevins de \$252 à \$900.

Là aussi suite à la décision de la régie de réduire cette fois à 12% l'augmentation décrétée signifie que le maire touchera \$72 d'augmentation et les conseillers \$30.24 par année. Mentionnons que dans cette ville c'était la première hausse de rémuné-

ration décrétée depuis huit ans.

Même si aucun commentaire officiel n'a été émis venant de l'une ou l'autre des municipalités, LE SOLEIL a appris qu'il est fort possible que des démarches soient entreprises afin d'obtenir

des éclaircissements sur le respect de la loi des cités et villes qui mentionne que dans le cas des rémunérations aux membres d'un conseil municipal, l'adoption d'un règlement et son approbation par les contribuables sont les seuls critères à remplir pour qu'un tel règlement ait force de loi.

• TRUSS (fermes de toit)
• ARMOIRES DE CUISINE
• MAISONS EN PIÈCES COMPOSANTES

BOLDUCO INC.

VAL ALAIN - CTE LOTBINIERE,
QUE, GOS 3HO - (418) 744-3344

**MERCREDI
LE 16 JUIN**



**SEAU
A PRIX
SPECIAL**

Une offre du Colonel pour vous aider à combattre l'inflation. Pour nourrir de 5 à 7 personnes.

\$5.00

LES PETITS COLONELS INC. **La Villa du Poulet.**

PHOTO CENTRE
BRUNET

photobaine
escompte **10%**

sur la finition des
films Kodacolor 126
Fujicolor 126
12 ou 20 poses

pendant tout le
mois de juin

**PHOTO CENTRE
BRUNET**

PLACE LAURIER MAIL ST-ROCH CHARLESBOURG
656-1717 529-5741 623-1504

La politique de l'OPDQ plonge les CRD dans une crise

par Damien GAGNON
du bureau du Soleil

RIMOUSKI — Les conseils régionaux de développement du Québec traversent une grave crise face à la nouvelle politique de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) qualifiée comme étant ni plus ni moins qu'une mise en tutelle de la part du gouvernement.

Cette nouvelle politique de l'OPDQ, en vigueur depuis le 1er avril dernier, oblige les CRD à se soumettre à une sévère évaluation de leur travail et à prouver leur représentativité pour être éligibles aux subventions gouvernementales.

Réunis pour leur congrès annuel à l'école Notre-Dame-de-Lourdes de Mont-Joli, les délégués du Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEQ) ont protesté avec toute l'énergie dont ils sont encore capables contre cette mainmise gouvernementale.

Ils ont adopté une résolution exigeant le retrait de cette politique et invité les autres CRD de la province à faire front pour réclamer de l'OPDQ un changement d'attitude. Les CRD dit-on n'existent pas en fonction du gouvernement ou de l'OPDQ mais de la population à qui ils doivent rendre des comptes.

Le directeur général des Conseils

régionaux de développement associés du Québec (CRDAQ), M. Roger Alain, a soutenu que cette politique a été imposée aux CRD par le ministre responsable de l'OPDQ, M. Bernard Lachapelle. Les protestations des CRDAQ (organisme provincial) n'ont rien donné.

Il a invité les CRD à faire front pour ne pas se laisser imposer de carcans, laissant clairement entendre que les coups durs étaient encore à venir.

Si l'on en croit le président sortant du CRDEQ, M. René Daigneault, les politiques du ministre Lachapelle ont déjà frappé. L'organisme provincial réunissant les CRD (CRDAQ) va

disparaître faute d'argent. Le ministre Lachapelle a décidé de ne plus lui verser de subventions. Il soutient qu'il appartient aux CRD de faire vivre l'organisme provincial, ce qui de l'avis de M. Daigneault est une impossibilité compte tenu du budget déjà restreint des CRD.

Cette nouvelle politique de l'OPDQ frappe particulièrement le Conseil régional de développement de l'Est du Québec qui, jusqu'ici, a bénéficié de plus d'autonomie que les autres étant financé par les deux niveaux de gouvernements dans le cadre de l'entente de développement Canada-Québec. Cette entente ayant pris fin le 31 mars dernier, le CRDEQ doit pour la prochaine année financière se con-

tenter de la subvention du Québec qui est de \$115,000 comparativement à \$250,000 l'an dernier. Il a dû couper de moitié son personnel.

"C'est qui ça le ministre Bernard Lachapelle? Pour qui il se prend? On ne l'a jamais vu", a été la réaction d'intervenants à la suite de la lecture d'une lettre du ministre au CRDEQ dans laquelle il précise sa politique.

Le ministre annonce dans cette lettre que le CRDEQ aura droit pour l'année financière 1976-1977 à une subvention de \$115,675 dont la première tranche de \$57,837,50 sera versée dans les prochains jours; quant à la seconde, il précise qu'elle sera accordée après une évaluation exhaustive de tous les rapports pertinents du CRDEQ

par le service de consultation de l'OPDQ au début de l'automne.

Le ministre se dit dans l'ensemble et d'une façon générale passablement satisfait du type de représentativité qui caractérise la participation du milieu au CRDEQ. Il constate cependant que le rapport est incomplet et qu'il ne permet que difficilement d'évaluer le niveau de corrélation existant entre les caractéristiques du membership de l'organisme et celles de l'ensemble de la région de l'Est du Québec. Il note l'absence d'organismes socio-économiques et de gouvernements municipaux; les chambres de commerce, les commissions scolaires, les villes de Rimouski, Gaspé, Chandler.



Chaque boisson a son verre et chaque verre a sa boisson

Les verres à vin des connaisseurs

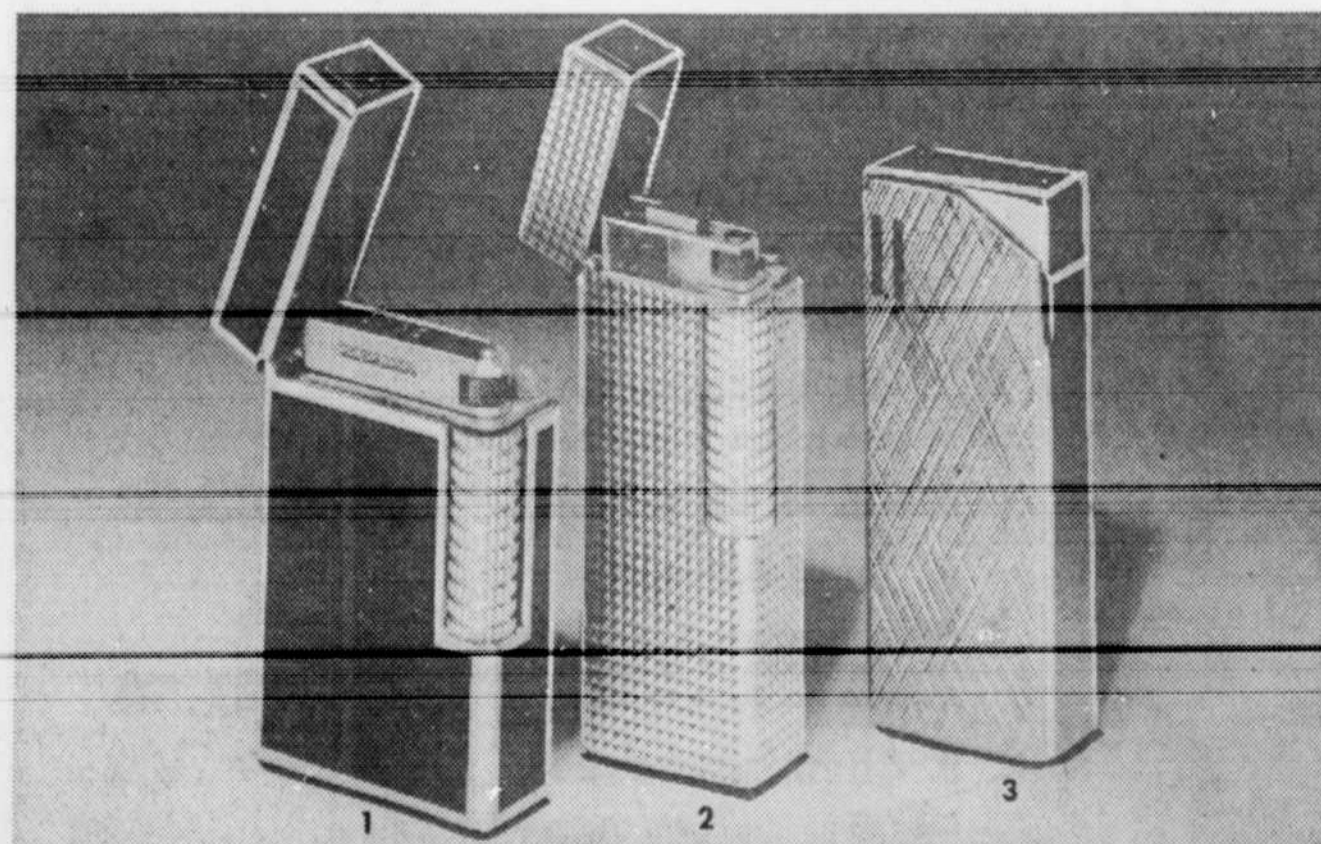
C'est l'occasion de tenter cette nouvelle expérience: boire le vin dans des verres géants qui lui garde tout son bouquet. Commandes téléphoniques acceptées jusqu'à épuisement du stock.

- 1. Verre à vin de 14 oz sur très long pied **3.95** ch.
- 2. Verre à bourgogne de 25 oz **4.95** ch.
- 3. Flûte à champagne de 9 oz **3.95** ch.

Verrerie "Clarity" à prix spéciaux

Une bonne affaire pour les mariées de juin! La verrerie de qualité "Clarity" fabriquée en Allemagne a l'éclat et le son du cristal le plus fin. Ensembles de 6 verres au choix: (4) Old fashioned, (5) Hi-Ball, (6) bourgogne, (7) eau, (8) cocktail, (9) vin blanc et (non représenté) Whisky Sour et vin rouge. Eaton, Place Ste-Foy (252)

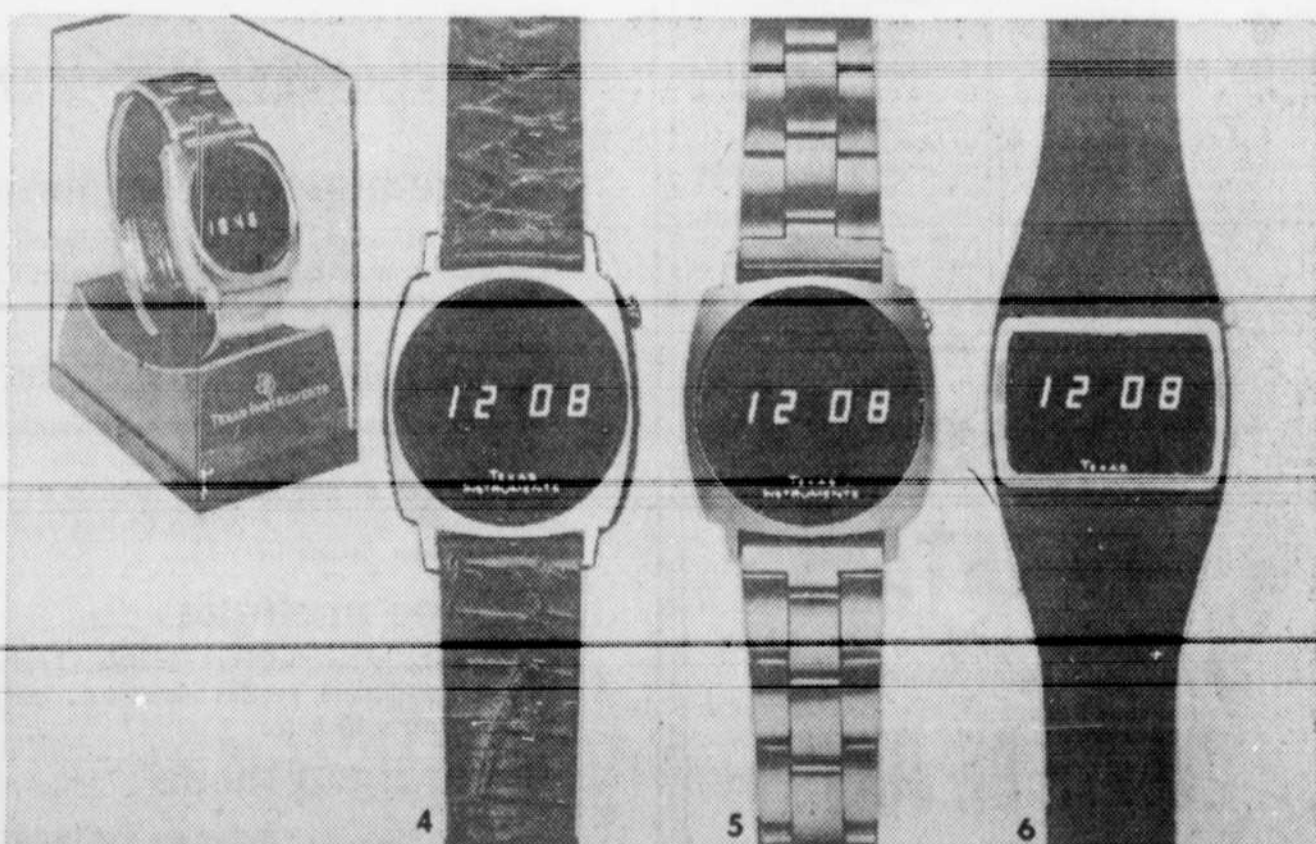
Prix Eaton
6 pour 6.99



Tout feu tout flamme

- 1. Briquet au butane, fini laqué bleu sombre, bordeaux ou noir. **29.95**
- 2. Choix de trois modèles au butane, motif losange très élégant. Ton or ou argent. **17.95**
- 3. Choix de quatre modèles électroniques au butane, motif losange mode. Ton or ou argent. **19.95**

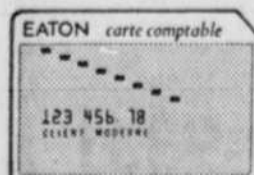
Tous ces modèles sont sous garantie. (Pas de commandes téléphoniques).



Il est l'heure papa!

Montres L.E.D. de Texas Instrument. Choix de trois modèles, calendrier automatique avec trotteuse.

- 4. Boîtier en métal ton or et bracelet de cuir brun. **46.95**
- 5. Boîtier acier inoxydable avec bracelet assorti. **46.95**
- 6. Boîtier en plastique noir avec bracelet intégré de même couleur. **26.95**



La carte-comptable Eaton, une façon moderne de magasiner

EATON

Commandes téléphoniques et magasin

653-9331

HEURES D'OUVERTURE EATON: LUN. MAR. MER. 9H30-17H30; JEU. VEN. 9H30-21H; SAM. 9H - 17H. STANDARD: LUN. MAR. MER. 9H-17H30; JEU. VEN. 9H-21H; SAM. 9H-17H.

Le CRD de l'Est fait face au désintéressement général



M. Bernard LACHAPPELLE

par Damien GAGNON
du bureau du Soleil
RIMOUSKI — Plus qu'une réduction de budget et une mainmise du gouvernement, le Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEQ) fait face à un désintéressement évident de la population en général et des organismes du milieu.

Les députés, à l'exception de quelques-uns, se réjouissent sans doute de cette situation ayant jusqu'ici considéré le CRDEQ comme un organisme inutile et un adversaire politique. Malgré qu'ils aient été invités, il n'y en avait aucun au congrès annuel, qui s'est tenu en fin de semaine à Mont-Joli.

L'indifférence ou le désenchantement manifesté à l'endroit du CRDEQ ne se mesure pas seulement à la faible participation aux assises annuelles (une centaine de personnes) mais aussi à la rareté des interventions qui sont venues surtout de membres de l'exécutif et du conseil d'administration.

Que penser également de l'absen-

ce au sein du CRDEQ d'organismes comme les Chambres de commerce qui, il faut le dire ne sont pas regroupées au plan régional, le Conseil des loisirs de l'Est du Québec, le Conseil régional des services sociaux et de santé et les commissions scolaires? De plus, les villes de Rimouski, Chandler, Gaspé et les conseils de comté de Bonaventure, Rimouski et Matapédia boudent le CRDEQ.

Que dire aussi de la campagne qui se fait présentement en Gaspésie pour que la région administrative de l'Est du Québec soit divisée en deux: le Bas-Saint-Laurent d'un côté, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine de l'autre?

Le manque d'intérêt se fait sentir à l'intérieur même du conseil d'administration du CRDEQ. Au cours de la dernière année, les présences aux réunions du conseil d'administration ont été de 8 ou 9, sur 22 administrateurs. Une amélioration s'impose compte tenu que le quorum, de par une décision de l'Office de planification

et de développement du Québec, a été porté à 51 pour cent des membres au lieu du tiers.

Pourtant, le CRDEQ traverse une période difficile où il aurait besoin de toutes les énergies. Il fait face à une diminution de moitié de son budget de fonctionnement ce qui réduira sa présence dans le milieu. Il doit aussi faire les pressions nécessaires pour s'assurer que les gouvernements fédéral et provincial signeront à l'automne, tel que promis, une nouvelle entente pour la poursuite du développement de la région.

Dans son message, le président sortant, M. René Daigneault, a lancé un cri d'alarme en soutenant que l'on ne peut reprocher au gouvernement de ne pas croire au CRDEQ si les organismes du milieu ne lui font pas confiance.

Nouveau président

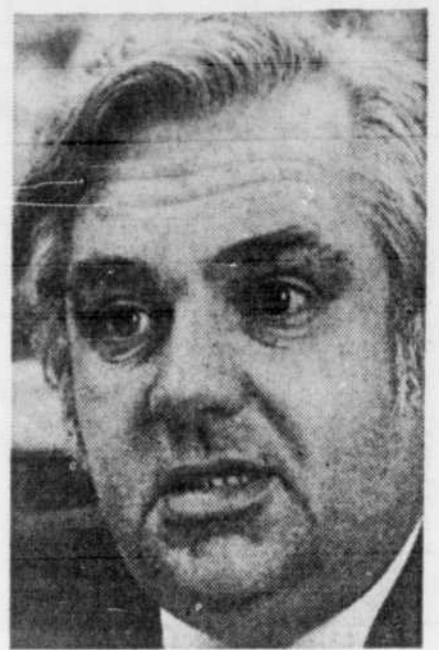
Certains observateurs voient dans l'élection à la présidence de M. Jean-Marie Jobin, maire de New-Richmond,

la dernière chance du CRDEQ d'obtenir des budgets supplémentaires et de stopper l'idée de la séparation de la Gaspésie du Bas-Saint-Laurent.

Contrairement à son prédécesseur qui est un membre actif du Parti québécois, M. Jobin est un libéral en plus d'être très proche du ministre en titre de l'OPDQ et vice-premier ministre du Québec, M. Gérard-D. Lévesque, député de Bonaventure.

A la suite de son élection, M. Jobin, tout en affichant un optimisme modéré, a souligné que ses priorités porteraient sur des budgets supplémentaires pour le fonctionnement du CRD et le renouvellement de l'entente Canada-Québec.

Les autres membres de l'exécutif sont: MM. Gilles Roy de la Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata, 1er vice-président; Roger Dion, maire de Matane, 2e vice-président; Benoît Quimper, de Mont-Joli, trésorier et Jean-Louis Plante, du Conseil des communications de l'Est du Québec.



M. René DAIGNEAULT

Idées d'été

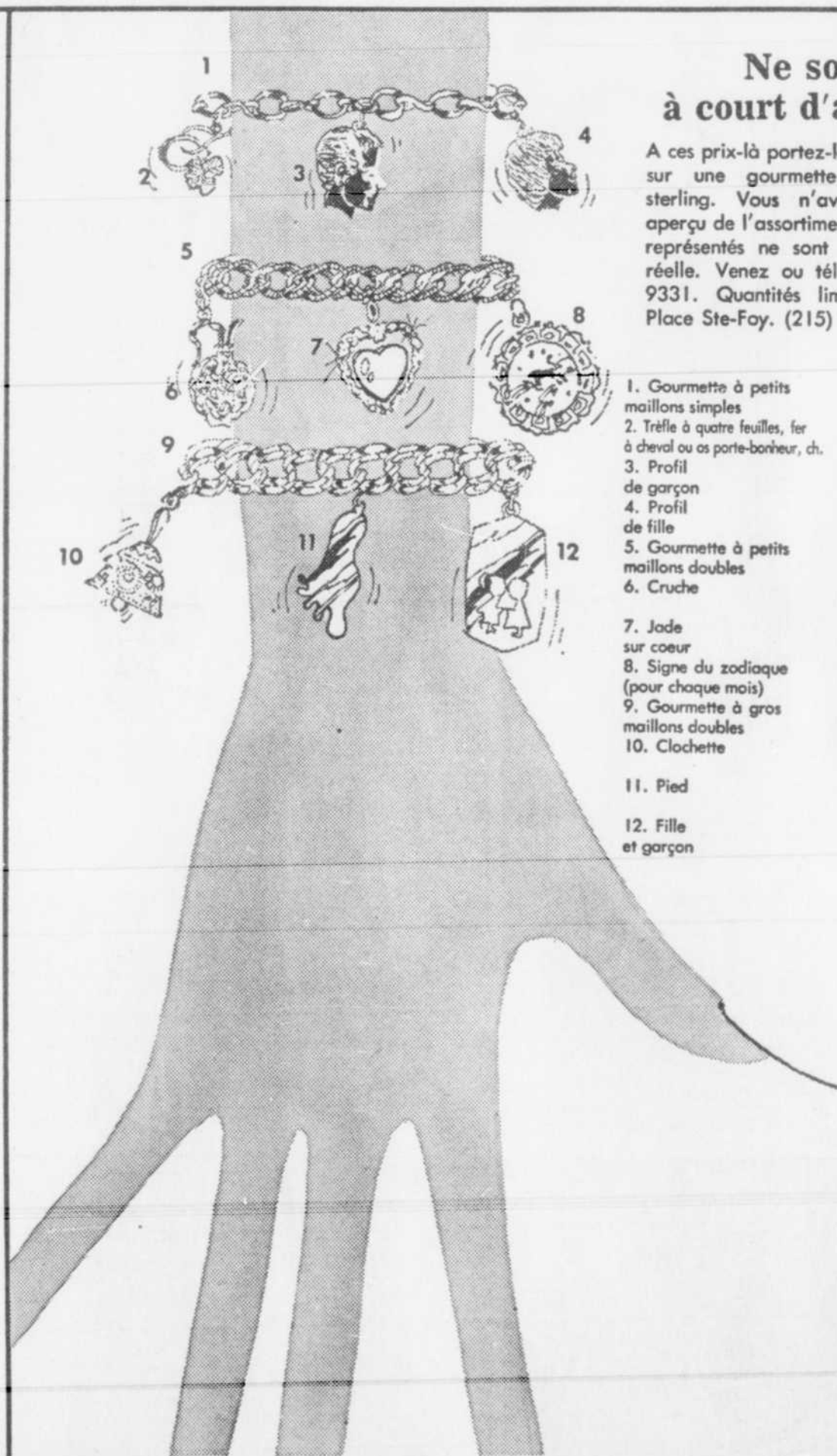


Naturellement vôtres: les grands sacs

Ils font partie de votre vie les grands sacs en grosse toile de ton naturel, conçus pour vous mener loin et destinés naturellement aux voyages, aux courts séjours en ville comme à la campagne. Venez ou téléphonez 653-9331 Eaton, Place Ste-Foy (217)

1. Tous les petits riens tiendront à l'aise dans les trois sections spacieuses et les deux petites pochettes extérieures de ce sac à bandoulière réglable. 13" x 8 1/2" x 6 1/2". **13.00**

2. Il a un côté femme de carrière, ce modèle avec pochette extérieure à rabat et fermé par une grosse glissière sur le dessus. 16" x 13" x 7 1/2". **14.00**



Ne soyez pas à court d'argent!

A ces prix-là portez-le en breloques sur une gourmette en argent sterling. Vous n'avez ici qu'un aperçu de l'assortiment. Les articles représentés ne sont pas grandeur réelle. Venez ou téléphonez 653-9331. Quantités limitées. Eaton, Place Ste-Foy. (215)

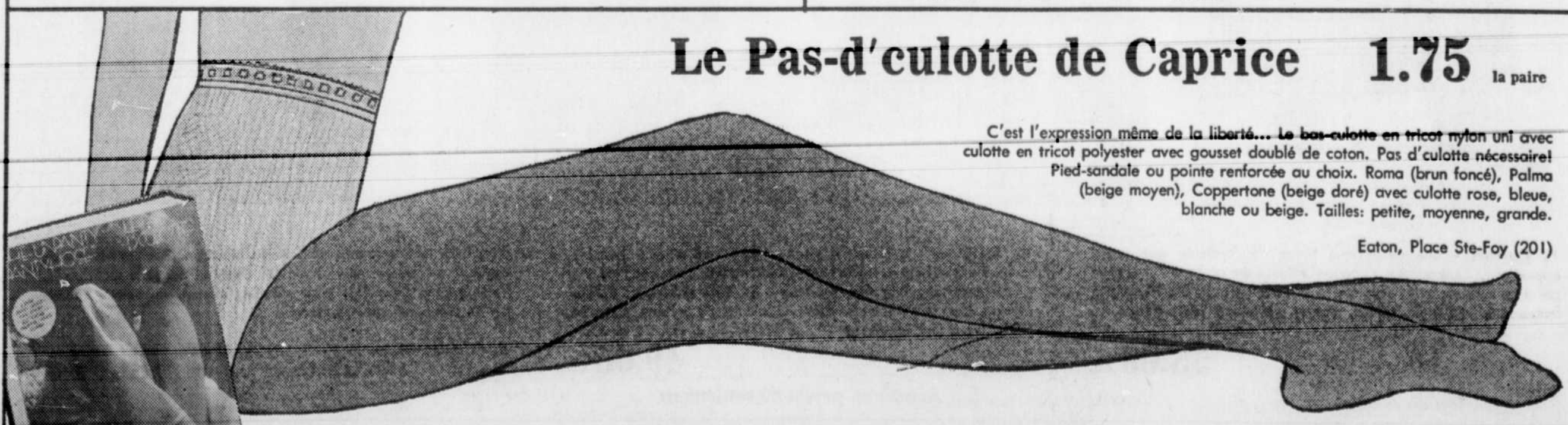
Prix Eaton

- | | |
|--|--------------|
| 1. Gourmette à petits maillons simples | 6.66 |
| 2. Tréfle à quatre feuilles, fer à cheval ou as porte-bonheur, ct. | 3.66 |
| 3. Profil de garçon | 3.66 |
| 4. Profil de fille | 3.66 |
| 5. Gourmette à petits maillons doubles | 20.00 |
| 6. Cruche | 6.00 |
| 7. Jade sur coeur | 6.66 |
| 8. Signe du zodiaque (pour chaque mois) | 5.00 |
| 9. Gourmette à gros maillons doubles | 16.66 |
| 10. Clochette | 10.00 |
| 11. Pied | 4.00 |
| 12. Fille et garçon | 6.66 |

Le Pas-d'culotte de Caprice 1.75 la paire

C'est l'expression même de la liberté... Le pas-d'culotte en tricot nylon uni avec culotte en tricot polyester avec gousset doublé de coton. Pas d'culotte nécessaire! Pied-sandale ou pointe renforcée au choix. Roma (brun foncé), Palma (beige moyen), Coppertone (beige doré) avec culotte rose, bleue, blanche ou beige. Tailles: petite, moyenne, grande.

Eaton, Place Ste-Foy (201)



La carte-comptable Eaton, une façon moderne de magasiner

EATON

Commandes téléphoniques et magasin

653-9331

HEURES D'OUVERTURE EATON: LUN. MAR. MER. 9H30-17H30; JEU. VEN. 9H30-21H; SAM. 9H.-17H. STANDARD: SAM. 9H-17H. LUN. MAR. MER. 9H-17H30; JEU. VEN. 9H-21H;